

**ASS. LOISIRS EDUCATION CULTURE**  
**38 Avenue Emmanuel ROQUIER**

**06130 GRASSE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31 décembre 2024**

---

A l'assemblée de l'association LOISIRS EDUCATION CULTURE,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LOISIRS EDUCATION CULTURE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

---

**SOCIETE GENERALE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 17 juin 2025

Pour la SAS S.G.C.C., le directeur général,  
Albert PARIS  
Commissaire aux comptes

\*PARIS\* Signature  
numérique de  
\*PARIS\* \*Albert\*  
\*Albert\* Date :  
\* 2025.06.17  
09:13:57 +02'00'

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12		Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>Immobilisations incorporelles</b>					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets et droits similaires	5 296	5 296			
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations corporelles</b>					
	Terrains					
	Constructions	339 379	334 427	4 953	2 447	33.07
	Installations techniques, matériel et outillage	94 786	53 279	41 507	7 826	15.86
	Autres immobilisations corporelles	633 742	529 583	104 159	24 104	18.79
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations financières (2)</b>					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres immobilisations financières	3 700		3 700	3 700	
<b>Total II</b>		1 076 904	922 585	154 319	34 377	18.22
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	<b>Créances (3)</b>					
	Clients et comptes rattachés	5 233		5 233	5 122	49.47
	Autres créances	153 129		153 129	31 253	25.64
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé					
	Valeurs mobilières de placement					
	Disponibilités	34 955		34 955	32 585	NS
	Charges constatées d'avance (3)	1 838		1 838	14	0.75
	<b>Total III</b>	195 155		195 155	58 730	43.05
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecarts de conversion actif (VI)					
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		1 272 059	922 585	349 474	24 352	7.49

(1) Dont droit au bail  
(2) Dont à moins d'un an  
(3) Dont à plus d'un an





BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	12	Exercice N-1 31/12/2023	12	Ecart N / N-1	
						Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : ) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	586		255 929		255 343	99.77
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	38 733		255 343		294 076	115.17
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement	29 552		34 372		4 820	14.02
	Provisions réglementées						
	Total I	68 871		34 958		33 913	97.01
	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
	Total II						
	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	72 176		87 641		15 466	17.65
PROVISIONS	Total III	72 176		87 641		15 466	17.65
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	Concours bancaires courants						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation						
Comptes de Régularisation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 555		54 574		6 019	11.03
	Dettes fiscales et sociales	153 945		137 776		16 169	11.74
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	1 509		1 504		5	0.32
	Produits constatés d'avance (I)	4 419		8 669		4 250	49.03
	Total IV	208 428		202 523		5 905	2.92
	Ecart de conversion passif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	349 474		325 122		24 352	7.49

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

208 428 202 523

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	309 165		309 165	304 039		5 126	1.69
Chiffre d'affaires NET	309 165		309 165	304 039		5 126	1.69
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			899 445	808 991		90 454	11.18
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			87 724	3 001		84 723	NS
Autres produits			50	46		4	7.79
Total des Produits d'exploitation (I)			1 296 384	1 116 077		180 307	16.16
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			113 240	146 669		33 429	22.79
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			189 413	226 768		37 355	16.47
Impôts, taxes et versements assimilés			33 064	35 506		2 442	6.88
Salaires et traitements			651 155	685 593		34 439	5.02
Charges sociales			183 804	175 546		8 258	4.70
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			34 377	50 764		16 386	32.28
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions			72 176	75 168		2 992	3.98
Autres charges			758	82		676	825.49
Total des Charges d'exploitation (II)			1 277 986	1 396 096		118 110	8.46
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			18 398	280 019		298 416	106.57
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							



(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)		48	100		148	147.68
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>Total V</b>		48	100		148	147.68
<b>Charges financières</b>						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
<b>Total VI</b>						
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>		48	100		148	147.68
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>		18 350	279 918		298 268	106.56
<b>Produits exceptionnels</b>						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		19 380	21 545		2 165	10.05
Produits exceptionnels sur opérations en capital		4 820	16 498		11 678	70.78
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
<b>Total VII</b>		24 200	38 043		13 843	36.39
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 817	13 468		9 650	71.66
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
<b>Total VIII</b>		3 817	13 468		9 650	71.66
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>		20 383	24 576		4 192	17.06
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>		1 320 537	1 154 221		166 316	14.41
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>		1 281 804	1 409 563		127 760	9.06
<b>5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)</b>		38 733	255 343		294 076	115.17

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier  
: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées





## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

L'association LOISIRS EDUCATION CULTURE (LEC) est une association loi de 1901, sans but lucratif dont l'activité consiste notamment à animer les centres de loisirs et les centres sociaux-éducatifs et culturels.

Par ailleurs elle exerce une activité périscolaire, extra-scolaire et elle accueille une crèche.

Elle est subventionnée par la ville de Grasse et le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

L'association perçoit également de la CAF une aide financière pour les familles.

En contre-partie les prestations d'accueil au profit des familles sont refacturées à un prix inférieur à leur coût réel. en conséquence, l'association se situe hors du secteur concurrentiel et, à ce titre, est exonérée de impôts commerciaux (CET, TVA, IS)

Méthode d'évaluation relative à la contribution CAF :

La caisse verse au cours de l'exercice un acompte sur la contribution au Contrat Enfance Jeunesse. Le solde à recevoir a été provisionné sur la base du taux de prise en charge par la CAF des actes, en fonction du nombre d'actes facturés par l'association.

La contribution en nature consentie par la ville de Grasse s'élève à 53.571,51 euros.

Le bénévolat n'a pas été quantifié, ni évalué.

Le total du bilan avant répartition de l'exercice, est de 349 474.08 Euros, le résultat de l'exercice est présenté sous forme de liste, et dégage un excédent de 38 733.00 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

En 2024, la mairie de Grasse a procédé aux diligences en matière de Délégations de Services Public (DSP) que lui impose la loi, et dans un premier temps, début 2024, l'association s'est vu retirée l'exploitation du site de Magagnosc à compter du 1er septembre 2024.

Après un ultime dépôt de dossier, en septembre 2024, pour postuler à la DSP sur les sites des Aspres, Le Noyer et Saint Vallicr, la mairie de Grasse a finalement attribué le marché à une autre entité que la LEC.

La mairie de Grasse s'est néanmoins engagée à accompagner la LEC jusqu'à la fin de son mandat, tant financièrement que matériellement.

Le personnel sera repris par la structure désignée par la Mairie pour reprendre l'activité des sites.

A ce jour, il n'a rien été prévu pour la reprise des immobilisations dont la valeur nette



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

comptable s'élève à 150.619,07 € au 31/12/2024.

### **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

L'association n'ayant plus que la gestion de la crèche qui ne faisait pas partie de l'appel d'offre, a décidé d'arrêter cette activité au 31 août 2025 également.

Le personnel sera licencié économiquement.

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

#### **Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

#### **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### **Informations générales complémentaires**

### **- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**





ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 296		
Constructions sur sol propre	320 328		
Installations générales agencements aménagements des constructions	19 051		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	95 486		
Installations générales agencements aménagements divers	419 756		
Matériel de transport	165 676		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	54 151		
TOTAL	1 074 449		
Prêts, autres immobilisations financières	3 700		
TOTAL	3 700		
TOTAL GENERAL	1 083 445		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			5 296	5 296
Constructions sur sol propre			320 328	320 328
Installations générales agencements aménagements constr.			19 051	19 051
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		700	94 786	94 786
Installations générales agencements aménagements divers			419 756	419 756
Matériel de transport			165 676	165 676
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		5 842	48 310	48 310
TOTAL		6 542	1 067 908	1 067 908
Prêts, autres immobilisations financières			3 700	3 700
TOTAL			3 700	3 700
TOTAL GENERAL		6 542	1 076 904	1 076 904

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	5 296			5 296
Constructions sur sol propre	315 477	702		316 179
Installations générales agencements aménagements constr.	16 502	1 745		18 247
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	46 153	7 826	700	53 279
Installations générales agencements aménagements divers	309 856	16 439		326 295
Matériel de transport	150 981	5 936		156 918
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	50 482	1 730	5 842	46 371
TOTAL	889 453	34 377	6 542	917 289
TOTAL GENERAL	894 749	34 377	6 542	922 585





## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	702				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	1 745				
Instal.techniques matériel outillage indus.	7 826				
Instal.générales agenc.aménag.divers	16 439				
Matériel de transport	5 936				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 730				
<b>TOTAL</b>	<b>34 377</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 377</b>				

### Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	87 641	72 176	87 641		72 176
<b>TOTAL</b>	<b>87 641</b>	<b>72 176</b>	<b>87 641</b>		<b>72 176</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>87 641</b>	<b>72 176</b>	<b>87 641</b>		<b>72 176</b>
<b>Dont dotations et reprises d'exploitation</b>		<b>72 176</b>	<b>87 641</b>		

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	3 700	3 700	
Autres créances clients	5 233	5 233	
Personnel et comptes rattachés	596	596	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 034	5 034	
Débiteurs divers	147 498	147 498	
Charges constatées d'avance	1 838	1 838	
<b>TOTAL</b>	<b>163 900</b>	<b>163 900</b>	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	48 555	48 555		
Personnel et comptes rattachés	21 757	21 757		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	114 806	114 806		
Autres impôts taxes et assimilés	17 383	17 383		
Autres dettes	1 509	1 509		
Produits constatés d'avance	4 419	4 419		
<b>TOTAL</b>	<b>208 428</b>	<b>208 428</b>		

### Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	63
Autres créances	151 403
Total	151 466

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 008
Dettes fiscales et sociales	40 145
Autres dettes	21
Total	47 174

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 838
Total	1 838
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	4 419
Total	4 419

Subventions d'équipement

Néant

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

Néant

Engagements reçus

Néant



## ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

### Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de licenciement.

Une provision pour charge a été comptabilisée au titre de cet exercice pour un montant de 72.175,54 euros.

